Monique Pinçon-Charlot prône la reconnaissance du vote blanc

Ancienne directrice de recherche au CNRS, la sociologue Monique Pinçon-Charlot est l'auteur, avec son mari Michel Pinçon, de très nombreux travaux consacrés à la bourgeoisie et aux antagonismes sociaux, parmi lesquels *Grandes Fortunes. Dynasties familiales et formes de richesse en France*, *Les Ghettos du gotha* ou *Le Président des riches*. Toujours engagée dans les combats sociaux, et à l'heure de l'écriture de leurs mémoires croisés, elle a longuement répondu aux questions de *Voix de l'Hexagone*. Au cours de cette interview, elle s'exprime sur la nécessité de reconnaître le vote blanc. Extraits :

"L'abstention est organisée, nous l'avons également démontré dans le même ouvrage. Du fait que le vote blanc ne soit pas reconnu dans les suffrages exprimés, la plupart des gens qui ne veulent plus de la classe politique actuelle choisissent de s'abstenir. La majorité des abstentions peut être considérée comme des abstentions « actives ». **C'est pourquoi l'un de nos chevaux de bataille est la reconnaissance du vote blanc qui permettrait d'éviter que ce soit toujours les mêmes qui captent la parole populaire** "

"Or, la reconnaissance du vote blanc réglerait tous les problèmes d'un seul coup, y compris le problème des suffrages relevant du marché de la contestation politique, qui permet de faire croire que nous sommes en démocratie. **Si, d'ici 2022, on parvenait à remporter la bataille de la reconnaissance du vote blanc, on gagnerait la guerre.** Vous êtes-vous demandée comment il était possible de n'avoir jamais obtenu cela ? Les textes sont prêts, pourtant ! Laurent Fabius nous les avait communiqués en 2001. Il suffit de changer un article de la Constitution, celui qui dispose que le président de la République doit être élu à la majorité absolue des suffrages exprimés. Ce ne serait plus le cas si on comptabilisait le vote blanc. C'est le seul véritable obstacle juridique. Pourtant, l'initiative n'aboutit pas car il existe des complicités trop fortes avec ce que j'appelle « le marché de la contestation sociale ». Mais la situation est aujourd'hui bien trop grave pour qu'on continue à accepter les petits arrangements entre amis.

Retrouvez l'intégralité de cette interview sur le site de Voix de l'Hexagone.